

PRÉCARITÉ ET AUSTÉRITÉ : UN MARIAGE MALHEUREUX POUR LA RECHERCHE

Bernard Gaucher et **Claude Fortin**, président et vice-présidente Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU).

Au Québec, les professionnels de recherche paient un lourd tribut pour participer à l'avancement de la science. Leur statut d'emblée vulnérable est encore fragilisé par les restrictions budgétaires. Quel avenir pour ces gardiens des laboratoires ?

« Il y a dix ans, j'aurais encouragé n'importe qui à devenir professionnel de recherche. J'aimais tellement ce travail ! Je ne savais pas à quel point il était précaire. J'étais entouré de collègues en fin de carrière. Aujourd'hui, les gens expérimentés sont licenciés par pénurie de fonds ou désillusionnés au point de démissionner. Et les jeunes hésitent à s'engager dans cette voie désertée. » Ce témoignage d'un fidèle employé d'un centre de recherche québécois illustre le malaise vécu par la majorité des professionnels de ce secteur. Depuis quelques années, les conditions de travail se dégradent dans les laboratoires. Ce fait préoccupe la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU)²², dont la moitié des membres œuvrent en science.

Au Québec, quelque 2 500 personnes contribuent aux activités de recherche à titre de professionnel. Elles sont majoritairement de sexe féminin (57 %) et en début de carrière (43 % ont 35 ans ou moins). Hautement qualifiées (80 % détiennent une maîtrise et 25 % un doctorat), elles coordonnent des projets, encadrent des étudiants, réalisent des expériences, rédigent

des articles ou des rapports de recherche. Ces lourdes responsabilités les poussent souvent à travailler au-delà de 9 h à 17 h.

Bien formés et mal traités

En 2013, une étude sur la situation des professionnels de recherche réalisée auprès de plus de mille personnes révélait des faits troublants²³. Plus de 72 % des répondants avaient signé un contrat à durée déterminée, souvent inférieure à un an. Quelque 18 % avaient connu le chômage au cours des cinq dernières années. Autour de 82 % estimaient faible leur sécurité d'emploi et 88 % ne voyaient aucune perspective de promotion. La précarité frappe ainsi durement ce corps d'emploi soumis aux aléas du financement de la recherche, qui a des effets directs sur l'embauche et la durée des contrats.

Les professionnels sont habitués de « jongler » avec ces contraintes. Mais celles-ci sont toujours plus lourdes. Le gouvernement québécois poursuit, depuis 2010, une politique d'austérité qui s'est intensifiée depuis l'élection du premier ministre Philippe Couillard, en avril 2014²⁴. Les mesures imposées seraient les plus rigoureuses du monde après celles du Japon et de l'Australie²⁵, et de nature à freiner la croissance économique. Ses restrictions ont notamment privé les universités de 737 millions de dollars entre 2012 et 2015²⁶.

²³ *Étude sur la situation des professionnels de recherche dans les universités et les centres affiliés du Québec*, Alliance de recherche universités-communautés – Innovations, travail et emploi, décembre 2013. <http://www.fppu.ca/wp-content/uploads/2014/02/%C3%89tude.pdf>

²⁴ *Le choix de l'austérité*, Éric Pineault, Institut de recherche et d'informations socio-économiques, juin 2015. <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/le-choix-de-l-austerite>

²⁵ *L'austérité budgétaire : définition, calcul et conséquences*, Pierre Fortin, présentation aux HEC Montréal, février 2015. https://www.dropbox.com/s/jmgiauaw4tk2bviz/PFortin_Aust%C3%Agrit%C3%Ag_HEC_0215.pdf?dl=0

²⁶ *On achève bien les universités*, Jean-Marie Lafortune, Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université, La Presse+, 28 septembre 2015. http://plus.lapresse.ca/screens/5bbbb85e-f090-4f4c-9335-6145c7520d7f1_o.html

Une union infertile

Quand l'austérité se marie à la précarité, ça ne fait pas des enfants forts ! Les subventions de recherche sont moins nombreuses et les montants alloués moins généreux. Les emplois de qualité se raréfient, poussant des professionnels de recherche à l'exode vers le marché privé. D'autres sont remerciés – et pas avec une gerbe de fleurs. Les femmes sont plus touchées que les hommes. Elles occupent plus souvent un poste à temps partiel (33 % contre 20 %). Seulement un quart de ces dames gagnent plus de 55 000 \$ par an contre près de la moitié de ces messieurs.

Depuis plusieurs mois, la FPPU accentue ses efforts pour redresser cette situation aussi inique que stérile. Nous avons rencontré des représentants de la classe politique, de la haute direction des universités et des centres de recherche. Nous proposons d'allonger la durée moyenne des contrats de trois à douze mois. Une subvention étalée sur plusieurs années devrait donner lieu à des mandats renouvelables d'une ampleur proportionnelle au financement. D'autres mesures pourraient favoriser la stabilité du personnel scientifique, notamment le développement de dispositifs collectifs, tels des chaires et des groupes de recherche, et de pratiques adaptées en gestion humaine.

L'union de l'austérité à la précarité est une mésalliance porteuse de graves conséquences. Les professionnels de recherche en paient le prix fort. Dans ce contexte, les grands principes de ressources humaines sont trop souvent oubliés. Et tant pis pour la relève...

²² La FPPU représente exclusivement des professionnels des universités et des centres de recherche. Elle soutient onze groupes de travailleurs disséminés partout au Québec ainsi qu'au Nouveau-Brunswick.